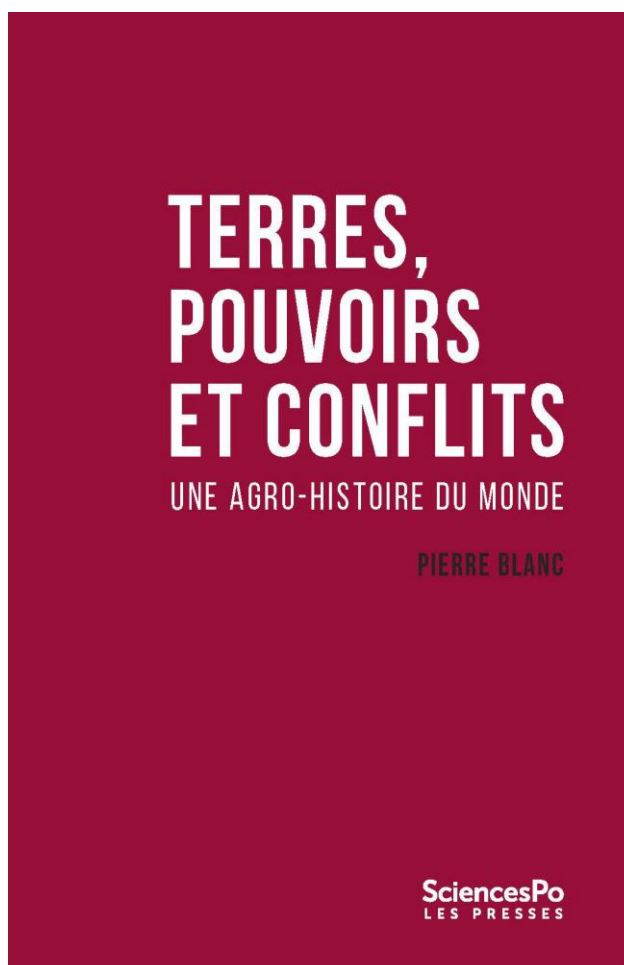


TERRE, POUVOIRS ET CONFLITS, UNE AGRO-HISTOIRE DU MONDE¹

par Pierre **BLANC**



Henri **ROUILLÉ D'ORFEUIL**². – Le livre de Pierre Blanc est de la catégorie des livres qui présentent une vaste fresque historique et géographique avec vue sur l'ensemble de la planète. L'auteur regarde avec un prisme agraire, et plus particulièrement un focus foncier les 10% du globe dédiés à des activités agricoles et/ou pastorales. 40% de l'humanité vit de l'exploitation des ces terres, mais, et c'est le sujet de son livre, les questions foncières impactent toute l'humanité et son histoire ancienne et contemporaine.

Pour sa démonstration l'auteur convoque plusieurs disciplines, Mais principalement trois d'entre elles : l'histoire, la géographie et, surtout, la science politique. Partant de ces trois disciplines, il nous propose une analyse et des outils « agro-politiques », qui permettent de scruter l'interaction historique

¹ Sciences Po, les Presses, février 2018, 379 pages

² Membre de l'Académie d'agriculture de France.

PRÉSENTATION D'OUVRAGE

« terres/politique », c'est-à-dire « le lien dialectique entre structures socio-agraires et l'histoire politique des États contemporains ». Il pose aux différents continents, régions et pays du monde une même question : « Comment l'histoire a-t-elle créé cette inégalité d'accès à la terre si porteuses des dérives politiques du XXème siècle à aujourd'hui ? ». Pour se donner les moyens de comparer les expériences historiques apparues sous les différentes latitudes, il nous propose donc « une grille commune qui s'appuie en premier lieu sur le décryptage de la fabrique de l'inégalité foncière ».

L'essentiel du livre de P. Blanc consiste en un voyage dans l'espace et le temps. Il consacre aux quatre continents (Europe, Amérique, Asie, Afrique) et au Moyen-Orient cinq chapitres. Pour chacune de ces géographies, l'auteur propose pour chacune des régions et pour les pays importants des voyages dans le temps. Ces chapitres, très documentés, sont précieux pour qui voudrait faire un tour du monde des questions foncières et chercher des explications à la plupart des crises politiques et géopolitiques contemporaines.

Dans ce voyage dans l'espace et dans le temps, nous rencontrons les processus de colonisation foncière avec implantation, en général violente, de colons exogènes, le plus souvent européens. Ces processus vont laisser des traces durables, comme dans certaines régions d'Afrique du nord ou d'Afrique australe. Dans les Amériques et en Océanie, les traces seront mêmes irréversibles, puisque les colons vont proclamer l'indépendance de leurs colonies.

De ce voyage, à part le profond traumatisme colonial, il émerge presque partout dans le monde des formes de dualisme foncier et que celui-ci va grandissant si le rapport des forces n'est pas arbitré ou régulé entre ceux qui ont « faim de terres » pour survivre et qui luttent pour s'en procurer - petits paysans, paysans sans terre, métayers, ouvriers agricoles -, et ceux qui veulent conserver et étendre la grande propriété et constituent des oligarchies, qui s'accaparent tous les leviers de pouvoir. Au XXème siècle et jusqu'à ce jour, dans les situations de grande disparité foncière héritées d'anciens féodalismes et d'anciens régimes, se polarisent les institutions ou les mouvements politiques : D'un côté, mobilisations paysannes, violences, insurrections, pouvant croiser des mouvements révolutionnaires, de l'autre conservatisme, défendu par des partis autoritaires, pouvant donner naissance à des pouvoirs fascistes, voire racistes.

L'Etat contemporain peut agir soit en légitimant par la loi cette inégalité foncière, coloniale ou sociale. Il peut accompagner le marché foncier et la capacité des puissants à se saisir des terres qu'ils souhaitent acquérir. Il peut aussi en cas de rupture révolutionnaire collectiviser les terres. Il peut enfin, comme en Europe occidentale, trouver un « *modus operandi* » entre liberté et régulation du marché foncier.

La collectivisation intégrale a aujourd'hui quasiment disparu. Des processus de dé-collectivisation sont apparus ou ont été conduits sous des formes variables par de nouveaux pouvoirs. L'auteur présente l'exception africaine sub-saharienne où l'implantation foncière coloniale a été moins développée et où le droit coutumier a pu perdurer. Mais cette exception est vulnérable et souffre de l'extension de la propriété privée et du marché foncier.

Enfin, l'auteur s'interroge sur les évolutions contemporaines et à venir. Tout d'abord, et cela risque de toucher en premier lieu l'Afrique, nous assistons à une mondialisation du marché foncier. La terre n'est devenue une marchandise que tardivement dans l'histoire économique. La mondialisation du marché foncier n'est pas encore admise partout. Le sera-t-elle jamais ? La terre, c'est en effet bien plus qu'un bien marchand. Mais la mondialisation est un logiciel puissant. Les régulations du marché

PRÉSENTATION D'OUVRAGE

foncier sont fragilisées. Dans notre pays, par exemple, où les régulations sont anciennes et fortes, le développement exponentiel des formes sociétales permet de contourner les régulations traditionnelles et les institutions qui les portent. Dans certains continents, particulièrement en Afrique, des processus d'accaparement fonciers à grande échelle sont apparus soit à l'initiative d'acteurs financiers privés avec des objectifs économiques soit à l'initiative de gouvernements pour palier leur manque d'espace agricole, c'est le cas notamment de pays comme la Chine ou les pays du golfe.

Le lien historique entre « terres et puissance » est toujours d'actualité. Il s'exprime parfois par l'implantation de colons, comme au Moyen Orient dans les situations de conflits territoriaux entre Turcs, Kurdes, Israéliens, Palestiniens... ou entre ethnies d'un même pays ou de pays voisins par des mouvements de colonisation intérieurs ou transfrontaliers... La terre, comme la patrie, reste « sacrée ». Elle incarne souvent une identité, une ethnie, une nation, une religion. Elle sera alors être défendue.

Partout dans le monde, on assiste à une « re-concentration foncière ». La course à la production agricole, la croissance démographique, le changement climatique, la poussée de mouvements nationalistes, le fait religieux... Tout pousse à un durcissement d'une « géopolitique des ressources », particulièrement de la terre. C'est maintenant une question de décennies.

La lecture du livre de P. Blanc documente une à une toutes ces questions. Il mérite bien évidemment d'être diffusé et lu.